



**PRÉFÈTE  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

BOURGES, le 03/10/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HYDRO EXTRUSION**

Avenue Pierre de Coubertin  
36000 Chateauroux

Références : VAT20220587  
Code AIOT : 0010000553

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2022 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION implanté Avenue Pierre de Coubertin 36000 CHATEAUROUX. L'inspection a été annoncée le 18/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRO EXTRUSION
- Avenue Pierre de Coubertin 36000 CHATEAUROUX
- Code AIOT : 0010000553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société HYDRO EXTRUSION est une fonderie de profilés en aluminium. Les activités exercées sur le site de Chateauroux sont l'extrusion, l'usinage, l'emballage et la correction d'outillage.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de la visite du 20/04/2021 ;
- la cession d'activité de thermolaquage.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1* de la visite du 20/04/2021	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Susceptible de suites	Sans objet
5	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 09/09/2022, article R512-39-1 (version 2011)	/	Sans objet
7	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 09/09/2022, article R512-39-1 (version 2017)	/	Sans objet
10	Protection foudre : modification des installations	Arrêté Préfectoral du 18/05/2015, article 6.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	NC2* de la visite du 20/04/2021	Arrêté Préfectoral du 18/05/2015, article 6.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	NC3* de la visite du 20/04/2021	Arrêté Préfectoral du 18/05/2015, article 3.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
6	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 09/09/2022, article R512-39-2 (version 2010)	/	Sans objet
8	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 09/09/2022, article R515-75 (version 2017)	/	Sans objet
9	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1\* de la visite du 20/04/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> contrôlé lors de la précédente visite
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
<b>Constats :</b> <b>C1:</b> L'installation électrique peut entraîner des risques d'explosion et d'incendie et l'exploitant ne remédie pas à toute défectuosité dans les plus brefs délais. (1 anomalie)  <b>C2:</b> L'exploitant n'a pas procédé pas à une vérification complète des installations électriques. L'exploitant doit indiquer les mesures compensatoires mises en place pour garantir le contrôle de l'ensemble des installations électriques du site.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 20/04/2021, le constat émis était : « L'installation électrique peut entraîner des risques d'explosion et d'incendie et l'exploitant ne remédie pas à toute défectuosité dans les plus brefs délais. »  Lors de la visite 2022, l'exploitant a transmis le Q18 daté du 22/08/2022, établi par l'organisme APAVE. Le rapport indique qu'une coupure totale de l'installation n'a pas été réalisée pour des raisons d'exploitation, sur demande de l'exploitant.  Le rapport conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion puisqu'il est constaté une anomalie : la présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique. Le rapport précise que l'anomalie concerne la ventilation incorrecte d'un transformateur au niveau de l'usinage, entraînant une température élevée du matériel.  Le constat est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : NC2\* de la visite du 20/04/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2015, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> contrôlé lors de la précédente visite
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Le constat de la visite du 20/04/2021 était : « Les installations de protection contre la foudre ne sont pas conformes. »  L'exploitant a transmis le rapport de vérification visuelle des équipements de protection contre le risque foudre. La vérification a été effectuée le 04/06/2021. Le rapport de référence 556660 04 61 21 L 001 EVVF 001, a été rédigé par l'APAVE. Le rapport ne fait pas état d'anomalie.  Le rapport mentionne l'installation de deux bâtiments (locabri taf et locabri usinage) et que ces nouvelles installations devront faire l'objet d'une Analyse du risque foudre (ARF) et d'une Etude technique foudre (ETF).  Le constat de la visite de 2021 est levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : NC3\* de la visite du 20/04/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2015, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE en concentrations des rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> contrôlé lors de la précédente visite
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Pour chaque installation, la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m <sup>3</sup> /h, et à 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> /h.
<b>Constats :</b> Constat abandonné.
<b>Observations :</b> Le constat émis lors de la visite du 20/04/2021 est : "Les vitesses d'éjection des rejets atmosphériques des chaudières "Bureau" et "Laquage" de l'étuve 3 des installations de laquage de soude ne respectent pas les vitesses minimales d'éjection de gaz de l'arrêté préfectoral." Lors de la visite du 09/09/2022, il a été constaté l'arrêt de l'activité de laquage. Etant donné qu'il n'y a plus de rejets à l'atmosphère, le constat est abandonné. Les chaudières associées à l'activité de laquage n'ont pas fait l'objet du contrôle sur site lors de la visite de 2022 (il n'a pas été vérifié l'arrêt de la chaudière physiquement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/09/2022, article R512-39-1 (version 2011)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Notification et mise en sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35 . Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p><b>Constats : C3 :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas justifié de l'élimination des déchets dangereux pour un traitement adapté :  -&gt; transmettre les bordereaux de suivi de déchets dangereux -BSD- des produits ouverts éliminés en tant que déchets de marque Macdermid ;  -&gt; transmettre les analyses en aval de la station d'épuration par un organisme extérieur pour les paramètres listés au 2ème et au 3ème tableau de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 18/05/2015).</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer si la poudre utilisée est un déchet dangereux (indiquer le code déchets).</p> <p>Transmettre les documents justificatifs de la reprise d'une partie des produits par le fournisseur.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a notifié la cessation de l'activité par dépôt d'un Porter A Connaissance daté du 08/12/2021. L'arrêt définitif de la chaîne de laquage a eu lieu le 23/12/2021.</p> <p>L'activité de thermolaquage est une projection de poudre sur le produit. Les étapes qui étaient réalisés sur le site étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le prétraitement thermique (10 cuves d'acide) ;</li> <li>- le séchage en étuve (1 étuve) ;</li> <li>- la cuisson (2 fours)</li> </ul> <p>Lors de la visite de 2022, il a été constaté que :</p> <p>La ligne de laquage est à l'arrêt, et n'est pas démantelée pour le moment. L'exploitant a déclaré être en attente du rachat de la ligne par un industriel.</p> <p>1. évacuation des produits dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence de poudres de laquage : soit des contenus fermés que l'exploitant envisage de transférer, soit des contenus à la date de péremption dépassée que l'exploitant déclare avoir éliminé en tant que déchets souillés en juin 2022.</li> <li>- la présence de plusieurs produits chimiques (Macdermid - produits utilisés pour le prétraitement de l'activité de laquage) : l'exploitant a déclaré que les contenus ouverts ont été éliminés en tant que déchets, que les contenus fermés (dégraissants par exemple) ont été repris par le fabricant. Il a été constaté la présence de rétentions vides situées au niveau de l'espace anciennement dédié au stockage des produits chimiques dans l'atelier d'après l'exploitant, milieu du bâtiment dédié à l'activité de laquage. L'exploitant a déclaré qu'une partie des produits chimiques en contenus fermés ont été transférés sur site vers l'activité de fabrication.</li> <li>- les bains de traitement étaient vidés lors de la visite. L'exploitant a indiqué que les eaux usées des bains ont été traitées dans la station d'épuration interne au site.</li> </ul>

Une partie des déchets (poudre) est encore sur site et une autre partie a été évacuée.

**Préciser si la poudre est un déchet dangereux (indiquer le code déchets).**

**Transmettre les documents justificatifs de la reprise d'une partie des produits par le fournisseur.**

L'absence de produits chimiques dans le bâtiment de l'activité de laquage.

Transmettre les BSD des produits ouverts éliminés en tant que déchets. (Macdermid)

2. interdictions/limitations d'accès au site :

La cessation d'activité étant partielle, il n'y a pas de limitation d'accès au site afin de permettre l'activité qui subsiste.

3. suppression des risques incendie/explosion :

- L'exploitant a déclaré avoir procédé aux coupures des énergies gaz et électricité. Il a été constaté la présence de câbles coupés ainsi qu'une attestation d'inertage des réseaux.

4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement :

L'exploitant a déclaré que suite à l'arrêt de l'activité, il n'y a plus de rejets atmosphériques. Il a ajouté que le contenu des cuves a été traité dans la STEP interne du site.

L'exploitant a indiqué avoir complété la plateforme de données GIDAF. Sur la période de janvier à juillet 2022, les données enregistrées sur la plateforme GIDAF ne montrent pas de dépassement de VLE en concentration ou flux pour les paramètres listés au 1er tableau de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 18/05/2015 (débit, pH, DCO, MES, Aluminium et Fluorures).

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas fourni les analyses par un organisme extérieur des eaux en sortie de la station d'épuration, dont la fréquence de contrôle prescrite est trimestrielle pour les paramètres hydrocarbures, nitrites, phosphore, azote et AOX (cf. 2ème tableau de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 18/05/2015).

Concernant l'usage futur de l'atelier de laquage, l'exploitant envisage l'aménagement d'une ligne de fabrication automatisée avec 2 scies, 12 robots de manipulations, et 4 îlots d'usinage, pour un projet dénommé ACC - Automotive Cell Company - qui consistera en la fabrication d'éléments de structures métalliques de batteries. Une machine prototype déjà installée sur site a permis de produire 5000 pièces en 2022. Il est prévu l'arrivée d'un autre centre d'usinage en avril 2023.

L'objectif est d'atteindre une quantité de production industrielle de l'ordre de 700 000 pièces en 2024 et 5 millions en 2030.

Pour cela, l'exploitant a décidé

- de procéder au démantèlement de la ligne de laquage ;

- de réaménager le sol : nivellement du sol par comblement des cuves et rétentions de la ligne, puis de couler une dalle.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



N° 6 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/09/2022, article R512-39-2 (version 2010)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Usage futur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté. L'exploitant adressera le rapport de diagnostic des sols dès sa réception.
<b>Observations :</b> Libération de terrain : L'exploitant a déclaré que le périmètre du site ne sera pas réduit, en effet le bâtiment de l'activité de laquage ne sera pas libéré mais il va être réaménagé. (projet ACC).  Diagnostic des sols : L'exploitant a indiqué que des carottages de sols et des analyses sont prévus, afin de s'assurer de l'envoi de déchets non pollués suite au déblaiement. Ces opérations sont envisagées pour janvier/février 2023 au plus tard puisque une machine arrive sur site en avril 2023.  Diminution des activités et variation du stockage : L'exploitant a déclaré que le changement d'activité n'aura pas d'incidence sur les quantités stockées qui seront du même ordre de grandeur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/09/2022, article R512-39-3 (version 2017)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mémoire de remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2 , l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>C4:</b> L'exploitant n'a pas transmis le mémoire de cessation d'activité concernant l'arrêt de l'activité de laquage. Ce mémoire doit inclure :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; (notamment les résultats des diagnostics des sols réalisés)</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas transmis le mémoire de cessation d'activité concernant l'arrêt de l'activité de laquage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/09/2022, article R515-75 (version 2017)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état (site IED)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et en vue de la remise du site dans son état initial, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59 . Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.</p> <p>II. – Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges mentionnés au I, l'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu au deuxième alinéa du présent II.</p> <p>En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 181-43 et R. 512-39-2 . Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté le jour de la visite.
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite de 2022, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si un rapport de base du site a été réalisé.</p> <p>Lors du passage de la directive IPPC à la directive IED, un courrier daté du 12/08/2013 a été envoyé à l'exploitant afin d'obtenir son positionnement par rapport à la directive IED. Concernant la cessation d'activité, il était demandé pour les sites existants déjà visés par IPPC, de remettre un rapport de base soit lors d'e la première demande de modification substantielle soit lors du premier réexamen. Le site de Chateauroux n'a pas notifié de modification substantielle depuis 2013. Le BREF principal identifié pour le site est le BREF STM. La version du BREF STM actuellement en vigueur date de août 2006 et n'a pas été révisé depuis 2013.</p> <p>Le site n'a donc pas été dans l'obligation de constituer un rapport de base pour le moment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'aucune modification n'est envisagé pour le moment concernant le confinement des eaux en cas d'incendie.</p> <p>Suite à la mise en place des centres d'usinages, l'exploitant a déclaré que le passage d'un organisme extérieur sera nécessaire pour mettre en place des équipements de lutte contre l'incendie adaptés (extincteurs).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : Protection foudre : modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2015, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, foudre - modification des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] [L'Analyse du risque foudre] est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article 5512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF.</p> <p>Au regard de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>[...]</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats : C5:</b> Suite à l'installation de 2 nouveaux bâtiments, l'exploitant doit transmettre à l'inspection l'ARF et l'ETF réalisés suite à ces travaux, ainsi que la vérification complète à postériori.
<b>Observations :</b> Le rapport de vérification visuelle foudre du 04/06/2021 mentionne l'installation de deux bâtiments (locabri taf et locabri usinage) et que ces nouvelles installations devront faire l'objet d'une Analyse du risque foudre (ARF) et d'une Etude technique foudre (ETF).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet